

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—Etats-Unis, \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. VIII.

No. 8.

Prix du numéro, 7 centins.—Annonces, la ligne, 7 centins.  
Toute communication doit être affranchie.

Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 22 FEVRIER 1877

## Avis aux Abonnés.

L'OPINION PUBLIQUE est publiée par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND-DESBARATS, à ses bureaux, 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix de l'abonnement est de TROIS PASTRES par année, payable STRICTEMENT D'AVANCE.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G. B. BURLAND, Gérant, ou, pour plus d'uniformité, comme suit : "Au Gérant de L'Opinion Publique, Montréal."

Adresser les contributions et correspondances littéraires : "Au Rédacteur de L'Opinion Publique, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autrement, doit en accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître, personnellement ou par carte-poste, toute irrégularité dans la livraison du journal.

## SOMMAIRE

Aux cultivateurs, par L. O. D.—L'instruction publique dans la province de Québec, par A. G.—Revue de la semaine, par A. Gélinas.—Les élections à Montréal.—La Revue de Montréal.—Les Hommes de 37-58.—Dr. Chénier, par L. O. David.—Le 21 janvier.—Nos gravures : Une course de chevaux de race sur les frontières de l'Autriche et de l'Herzégovine ; Le canal Lachine ; La navigation d'hiver aux Etats-Unis ; Le poste de Dufferin, à Manitoba ; Le village d'Emmerson, Manitoba ; L'enneigement du chemin de fer de Long Island ; Promenades en Sleigh de Brooklyn à la mer.—Echos parlementaires, par A. G.—Poésie : Fantaisie, par W. Chapman.—Le Sorcier du Mont Granier (suite).—Choses et autres.—Ça et là.—Nouvelles diverses.—L'inventeur de l'Alpaga.—Le joueur.—Concert.—Faits divers.—Variétés.—Le jeu de Dames.—Les échecs.

GRAVURES : Les Hommes de 37-58 ; Le Dr. Chénier ; Promenade en voiture d'hiver sur le nouvel Ocean Parway à Brooklyn ; Les améliorations du canal Lachine ; Dufferin, Manitoba ; Emmerson, Manitoba ; New-York ; La charrie à neige à Long Island ; Bateaux à vapeur cassant la glace sur le Delaware ; Une course de chevaux de race sur les frontières de l'Autriche et de l'Herzégovine.

## AUX CULTIVATEURS

De tout temps, les hommes les plus célèbres ont vanté les jouissances et les bienfaits de l'agriculture, envié la paix et le bonheur du cultivateur. Cicéron disait : "Rien ne me paraît plus près de la sagesse que la vie du cultivateur." Bacon ajoutait que les jouissances de la culture étaient préférables à tous les plaisirs. Virgile et Horace n'ont cessé de célébrer les plaisirs champêtres. Mais de tout temps, aussi, on a conseillé au cultivateur d'allier la culture de son esprit à celle de sa terre, de consacrer ses loisirs à développer son intelligence.

Il n'y a pas de doute que, si quelquefois l'agriculture est méprisée par des hommes superficiels, c'est parce que, trop souvent, ils voient dans le cultivateur un homme inculte, ignorant les choses les plus élémentaires. Dans les temps modernes, où le peuple des campagnes est appelé à jouer un si grand rôle dans l'administration des affaires publiques, l'instruction est plus que jamais nécessaire.

On répète souvent que la classe agricole est la sauvegarde de la société, le fondement d'une nationalité. C'est vrai, quand elle à une instruction suffisante pour connaître ses besoins et distinguer entre ce qui est utile et nuisible à la société. Il serait difficile de trouver dans le monde entier une population plus forte, plus saine

de corps et d'esprit, plus morale et plus hospitalière que la population de nos campagnes ; tous les étrangers vantent à l'envi ses qualités, mais tous, aussi, s'accordent à dire qu'elle manque d'instruction et d'activité intellectuelle, qu'elle est en arrière des autres nationalités en fait de progrès matériel, de connaissances pratiques.

Ces remarques nous blessent quand nous les voyons publiées dans les journaux étrangers, et cependant, elles sont fondées. La vie intellectuelle est presque nulle dans nos campagnes ; l'intelligence y est, et on en a la preuve par les hommes distingués que le peuple des campagnes fournit à la patrie, mais elle sommeille, ou plutôt elle y existe à l'état de matière brute. Il n'est que trop vrai qu'on parcourt des paroisses entières sans trouver un journal, que, dans des villages de plusieurs milliers d'âmes, on ne trouve qu'une dizaine de journaux. Et cependant, d'après les rapports du bureau de l'Instruction Publique, presque tout le monde va à l'école depuis dix ans, ou du moins, dans chaque famille, il y a quelqu'un qui sait lire.

Pourquoi donc ne lit-on pas ?

Est-ce faute de temps ? Les Anglais, les Américains ou les Irlandais trouvent bien le temps de lire, et leurs travaux n'en souffrent pas.

Est-ce faute d'argent ?

On pourrait le croire, si on ne savait pas que les cultivateurs canadiens sont en général libéraux, et presque tous, ils dépensent tous les ans, en amusement, en choses inutiles et souvent nuisibles, vingt fois ce qu'il faut pour avoir des livres et des journaux. On se torture l'esprit, l'hiver surtout, à trouver le moyen de tuer le temps, on se fatigue, on dépense de l'argent, on ruine sa santé pour tâcher de chasser l'ennui, pendant qu'avec un bon livre ou un bon journal, on emploierait son temps d'une manière agréable et utile. Que de médisances, de calomnies, de conversations inconvenantes, immorales même, de jeux et d'amusements, souvent ridicules, cesseraient, si la lecture était plus répandue dans nos campagnes !

Souvent, nous avons démontré que notre influence politique impose aux Canadiens-français l'obligation de s'instruire ; mais la morale et la religion sont aussi intéressées aux progrès de l'instruction dans notre province. Que de beaux sujets de discours pour ceux qui sont spécialement chargés d'instruire le peuple ! Quelles transformations bienfaisantes on ferait subir à notre province, si tous, prêtres, médecins, notaires, instituteurs et députés, entreprenaient une croisade pour prêcher à notre peuple la nécessité de s'instruire !

Sans doute, il nous faut avant tout de bonnes écoles, une forte éducation élémentaire, un enseignement pratique. Mais à quoi servirait de faire des sacrifices pour cette fin, si, une fois sorti de l'école, on ne lit pas, si on ne reçoit pas même un journal ! On aura beau rappeler aux Canadiens-français le patriotisme de leurs pères, de parler des luttes qu'ils ont soutenues autrefois pour nous donner la liberté politique, nous n'en resterons pas moins en arrière des autres populations en fait d'influence politique et nationale, et de progrès général, si notre population ne trouve pas le moyen de s'instruire.

Quand on verra le peuple des villes et des campagnes le livre ou le journal à la main le soir et le dimanche, alors il fera

bon d'être Canadien-français, car nous occuperons dans le commerce, l'industrie, l'agriculture et la mécanique une position glorieuse, nous n'aurons pas besoin d'aller chercher à l'étranger des ingénieurs et des architectes, et nous ne verrons pas toutes les bonnes situations, les emplois lucratifs entre les mains de nos compatriotes d'origine anglaise. On comptera avec nous partout, car partout nous aurons des hommes qui nous feront honneur d'autant plus qu'ils sauront que leurs travaux seront appréciés.

Combien de fois on entend des hommes de talent dire : "A quoi sert de travailler, à quoi nous servirait de faire telle ou telle œuvre, nos compatriotes ne lisent pas, qui nous appréciera ? Ah ! si nous étions Anglais ou Américains, ce serait bien différent." Quelle humiliation de tous les jours pour un homme qui aime son pays !

Que deviendra notre nationalité quand on sera complètement convaincu qu'on ne peut être quelque chose, se faire un nom et une position dans les lettres comme dans l'industrie ou la politique, qu'en se faisant Anglais, en parlant anglais et en travaillant pour les Anglais ? Qui sera intéressé à la conserver et qui aura la force nécessaire pour la protéger et la faire vivre ? Nous disparaîtrons sans bruit, insensiblement, au milieu de l'indifférence générale.

Dans un certain nombre de paroisses on a organisé des bibliothèques paroissiales. C'est quelque chose, c'est beaucoup, mais ce n'est pas suffisant ; il faut ajouter à cela le journal, car c'est par le journal que le peuple acquiert ces connaissances de tous les jours, qui le tiennent au fait du mouvement commercial, agricole et politique.

Nous ne disons pas à nos compatriotes de faire instruire leurs enfants pour en faire tous des avocats, des médecins et des notaires. Non, il y aura toujours assez d'hommes de profession ; nous voulons que les cultivateurs et les ouvriers de ce pays fassent comme leurs confrères anglais, américains ou irlandais, qu'ils lisent, qu'ils cherchent à s'instruire pour leur propre avantage et dans l'intérêt de la patrie. Qu'y aurait-il de comparable à la population de nos campagnes si, aux belles qualités qui la distinguent elle joignait une bonne instruction, ces connaissances pratiques qui donnent aux Anglais la supériorité sur nous dans une foule de choses, dans la culture de leurs terres, dans le commerce et l'industrie comme dans la politique !

L. O. D.

## L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Le dernier rapport du Surintendant de l'Éducation de Québec, pour l'année 1875-76, a été publié récemment. Il contient des statistiques complètes jusqu'au 1er juillet dernier : il renferme aussi certains documents sur l'année 1874-75, qui n'avaient pu paraître dans le temps. C'est le premier rapport fait sous le nouveau régime du Surintendant, qui a été inauguré, comme on le sait, l'année dernière. D'après ce document, on constate un progrès sensible dans la condition de l'éducation durant les deux dernières années. Voici quelques chiffres à ce sujet :

La population de la province était de 1,111,566 en 1861, et de 1,191,516 en 1871, soit un ac-

croissement d'un treizième et une fraction, en dix ans. Or, le nombre des élèves fréquentant les écoles en 1871 était de 223,014, et de 247,696 en 1876, soit une augmentation de plus d'un neuvième en cinq ans.

Le nombre des écoles a également augmenté en proportion. Il est de 4,030 maintenant, contre 3,799 en 1875.

Le rapport fait ensuite l'appréciation suivante de l'état de certaines écoles, et il suggère le remède qu'il considère comme le plus efficace aux désordres qu'il signale :

Mais je regrette de dire que plusieurs de nos écoles ne sont pas ce qu'elles devraient être. Déjà il a fallu user de rigueur contre plus d'une. De la liste que j'avais préparée pour la répartition du fonds de l'éducation supérieure, le comité catholique et le comité protestant, après une étude consciencieuse, ont cru devoir retrancher quelques écoles-modèles et académies, vu qu'elles ne valaient guère mieux que de simples écoles élémentaires, ou que, pour une cause ou pour une autre, elles ne remplissaient pas tout le programme d'études tracé par le Conseil de l'instruction publique. Espérons que cette mesure sévère, mais juste, stimulera le zèle des directeurs de ces écoles pour l'avenir, et fera comprendre aux autres institutions qu'elles s'exposeraient, si elles se négligeaient dans leur enseignement, à être de même privées de leur subvention annuelle.

Déjà, dans l'automne de 1874, les inspecteurs avaient reçu instruction de faire une visite toute spéciale des académies et des écoles-modèles, et dès lors plusieurs de ces écoles avaient été retranchées de la liste des subventions. Plusieurs fois aussi, j'ai dénoncé aux municipalités l'insuffisance de leurs écoles. Je dois à la justice de dire que, généralement, mes remontrances ont été bien accueillies, et que l'on s'est efforcé de porter remède au mal que je signalais.

Cependant, je ne pense pas qu'une réforme complète puisse être accomplie, à moins que l'on ne trouve tout d'abord les moyens d'élever notablement le chiffre du traitement des instituteurs.

L'opinion publique est bien fixée aujourd'hui sur ce point de l'augmentation du salaire des instituteurs. C'est le seul moyen d'élever le niveau de l'instruction primaire, et la première des réformes à établir.

Quant à l'éducation secondaire, le rapport est absolument favorable.

Tout n'est pas complet et parfait, mais tout est en bonne voie d'achèvement. En 1873-74, la province comptait 16 collèges industriels, fréquentés par 2,818 élèves, dont 2,653 catholiques et 165 protestants. De ces collèges industriels, celui de Terrebonne a été détruit par le feu, et trois autres, ceux de Joliette, de Saint-Laurent et de Sherbrooke, qui comptaient 587 élèves, sont passés dans la classe des collèges classiques, sans cesser d'enseigner les matières préparatoires au commerce. Malgré cela, nous trouvons, en 1875-76, 22 collèges industriels, fréquentés par 3,561 élèves, dont 3,301 catholiques et 160 protestants. A ce chiffre, il faudrait encore ajouter une partie des élèves des collèges de Rimouski, Trois-Rivières, Rigaud, Sainte-Marie-Monnoir, Chicoutimi, Sainte-Anne-Lapocatière et Sainte-Marie (de Montréal) qui ont tous adopté le dualisme de l'enseignement commercial et classique, et, de plus, le nombre des élèves de plusieurs académies qui donnent un cours suffisant ou de première classe.

Inutile de dire que ces chiffres, recueillis pour l'édification de ceux qui se plaisent à dénoncer l'infériorité des catholiques, ne rendent pas complète justice à la population anglaise. Les protestants n'ont qu'un collège industriel ; ils prennent leur éducation commerciale dans des académies ou des *high schools*. La différence des noms donnés à des institutions du même genre rend difficile la comparaison des statistiques.

C'est depuis quelques années que ces collèges commerciaux ont surgi. Autrefois, on ne voyait guère dans la province que des collèges classiques. Le nombre de ceux-ci est même encore trop grand, vu le chiffre de la population. Le Bas-Canada est le pays du monde qui compte le plus d'établissements d'éduca-